



Déclaration de la FSU au CDEN du 17 février 2012

L'école de la République vacille sous les coups de boutoir de la RGPP. L'acharnement de Bercy contre l'école publique se poursuit d'année en année et n'a plus de limite. 14 000 nouvelles suppressions d'emplois pour la rentrée 2012 s'ajoutent aux 66 000 effectives depuis 2007.

La casse du service public d'éducation se mesure chaque jour davantage avec la politique menée sur le terrain. Les réformes en dégradant les conditions de travail produisent toujours plus de mal-être à la fois chez les élèves et chez les personnels.

La volonté de mettre en pièces l'école de la République pour lui substituer un système éducatif copié sur le modèle de l'entreprise s'accélère, s'accompagnant d'un renforcement de la pression hiérarchique, de l'individualisation des carrières et de la mise en concurrence des établissements et des personnels alors que le métier d'enseignant pour s'exercer sereinement réclame du collectif et de la solidarité.

Mardi 31 janvier, partis sous la neige, 20 000 manifestants venus de toute la France ont défilé à Paris pour réclamer de vive voix l'annulation des suppressions de postes et le retrait du projet de décret sur l'évaluation des enseignants.

Jeudi 9 février, dans le Cantal, à l'appel de la FCPE, près de 200 personnes, malgré le froid glacial, sont venues devant la préfecture appuyer le boycott du CDEN par les représentants des personnels enseignants et des parents d'élèves et exiger la restitution des postes supprimés.

Dans le premier degré, le département rend encore 11 postes. La carte scolaire 2012 est le reflet d'une idéologie à bout de souffle et devenue intenable. Les propositions de fermetures qui vont nous être présentées ciblent quasi-exclusivement les personnels dits « hors-la-classe ».

Ne pas fermer de classes, ne pas fermer d'écoles afin de ne pas susciter, une fois de plus, la fronde des élus et des parents d'élèves. Le gouvernement tente de brouiller les cartes. Pour autant, personne n'est dupe. L'hémorragie continue alors que le nombre d'élèves est stable.

Non, un poste « hors-la-classe » n'est pas un poste inutile. C'est ce que l'on voudrait nous faire croire. Croire que l'école peut fonctionner sans remplaçants, sans maîtres spécialisés, sans formateurs, sans conseillers pédagogiques, sans intervenants langues, sans équipes de liaison et d'animation, sans animateurs TICE... c'est comme espérer qu'une maison résiste aux intempéries sans ciment ni charpente.

Non, l'école n'est pas seulement la simple addition d'un maître, d'une salle de classe et d'élèves. Cela est d'autant plus vrai dans nos territoires ruraux où les réseaux entre écoles-enseignants-équipes de circonscription-formateurs-spécialistes sont indispensables. Le département fonctionnera avec un RASED de moins l'an prochain. La difficulté scolaire est complexe et multiforme. L'école a besoin de professionnels spécialisés pour croiser les regards et enrayer l'échec scolaire.

La carte scolaire 2012 est aussi injuste car elle dégrade le service aux écoles et elle empêche les ouvertures nécessaires à Ytrac, Naucelles, St Cernin, Maurs, St Flour Besserette, Boisset, Roannes St Mary, St Illide...ainsi de nombreuses demandes ne seront pas satisfaites.

Dans le second degré, l'académie perd à nouveau 100 postes, ce qui porte le cumul des fermetures de 2007 à 2012 à 690. Les lycées et les lycées professionnels continuent de voir disparaître leurs sections ou leurs options : lycée de Mauriac, Duclaux et Mermoz à Aurillac ainsi que l'EREA sont fortement touchés. Les collèges du Cantal, malgré l'ouverture de 5 divisions et une dotation départementale abondée pour répondre à des effectifs plus importants gardent encore des classes chargées à 27, 28 ou 29 élèves et les DGH attribuées aux établissements permettent un fonctionnement plus réduit.

Le gouvernement en continuant de supprimer des postes démontre qu'il a définitivement abandonné toute ambition de réussite pour notre système scolaire. La FSU défend depuis toujours l'idée d'une école ambitieuse, tournée vers l'avenir, ouverte sur le monde et renforcée par l'expertise pédagogique. Nous refusons toute caricature et toute vision purement comptable. L'école française est longtemps restée un modèle car elle avait misé sur l'expertise, la recherche, l'innovation, la formation et la compétence de ses personnels. Ce pari sur l'intelligence est aujourd'hui abandonné. Nous continuerons à défendre l'idée d'une autre politique pour l'Ecole et la société, permettant de réaffirmer le rôle et la place des services publics comme garants de l'intérêt général et des solidarités et d'assurer la réussite de tous les jeunes et l'avenir de la nation.